

# **LE RAPPORT SUR L'ISLAMOPHOBIE**

Le mot « islamophobie » en France est contesté par une large majorité des élites du pays. Si certains considèrent que l'islamophobie est une liberté d'expression, d'autres préfèrent se cacher derrière une critique rationnelle de l'islam là où d'autres enfin osent fabuler en expliquant que ce mot serait une invention des mollahs iraniens pour s'attaquer aux femmes ne portant pas le voile.

Face à ce déni d'une réalité et d'un racisme bien structuré, il convient d'abord d'apporter une véritable définition sur ce qu'est réellement l'islamophobie pour mieux lutter contre ce fléau qui contamine la France et l'Europe.



# LA LUTTE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

## 1. Définir clairement l'islamophobie : un préalable indispensable

### Contexte actuel :

L'islamophobie est trop souvent réduite à des injures ou agressions isolées. Or, elle s'exprime aussi par des politiques publiques, des pratiques administratives et judiciaires discriminatoires, ou des discours médiatiques systématiquement hostiles.

### Définition politique adoptée :

L'islamophobie désigne l'ensemble des mécanismes (discursifs, administratifs, politiques ou sociaux) qui visent à affaiblir, marginaliser ou invisibiliser une population en raison de son affiliation réelle ou supposée à la religion musulmane.

### Proposition :

Reconnaissance institutionnelle de cette définition dans les textes de loi, les travaux de la CNCDH et les politiques anti-discrimination.

## 2. Éducation et sensibilisation : éradiquer les préjugés dès le plus jeune âge

### Constat :

Les programmes scolaires ignorent largement l'histoire des musulmans de France et la richesse des cultures islamiques. L'ignorance nourrit les fantasmes, les peurs et les stéréotypes.

### Propositions :

- Intégrer dans les manuels scolaires l'histoire de l'islam en France, notamment la participation des soldats coloniaux aux deux guerres mondiales.



- Créer un volet « prévention des discriminations religieuses » dans les formations des enseignants et des agents publics.

### **3. Justice et égalité : garantir une application équitable de la loi**

#### **Constat :**

Les citoyens musulmans sont surreprésentés dans les prisons (estimée à plus de 60 % selon certaines études non officielles), et ciblés de manière disproportionnée par les contrôles de police.

#### **Propositions :**

- Création d'un Observatoire indépendant des discriminations systémiques dans le système judiciaire et policier.
- Interdiction des contrôles au faciès par un renforcement juridique.
- Révision du système pénal en matière de récidive et de « radicalisation » pour éviter les amalgames abusifs.

### **4. Médias et représentations : sortir de l'hostilité systémique**

#### **Constat :**

Les musulmans sont souvent représentés comme suspects, rétrogrades ou potentiellement dangereux. Aucun mécanisme ne leur permet de se défendre équitablement dans l'espace médiatique.

#### **Propositions :**

- Droit de réponse automatique en cas de propos islamophobes sur les chaînes publiques.
- Création d'un quota minimal de représentation de la diversité dans les conseils d'administration des médias publics.
- Sanction du CSA (ARCOM) en cas de diffusion régulière de contenus stigmatisants.



## **5. Santé publique et infrastructures : lutter contre l'invisibilité sociale**

### **Constat :**

Les quartiers à forte population musulmane manquent d'hôpitaux, de centres de santé mentale ou d'accès aux soins. La précarité socio-économique aggrave les disparités.

### **Propositions :**

- Plan de rattrapage sanitaire dans les zones urbaines sensibles (ZUS).
- Subventions prioritaires à la création de structures de santé communautaire.
- Formation de médiateurs de santé pour les zones concernées.

## **6. Urbanisme et territoires : briser l'assignation géographique**

### **Constat :**

Les politiques de logement maintiennent une forme de ségrégation sociale et spatiale. Les banlieues sont devenues des zones d'oubli politique.

### **Propositions :**

- Réaménagement des quartiers avec concertation citoyenne obligatoire.
- Obligation de mixité sociale dans les nouveaux projets urbains.
- Arrêt des projets de « fichage religieux » dans les quartiers populaires.

## **7. Lutte contre la stigmatisation institutionnelle : dérives administratives**



### **Constat :**

Des postes comme « chargé de lutte contre le séparatisme islamiste » ciblent une seule religion. Des dissolutions d'associations musulmanes ont lieu sans décision judiciaire, mais par simple décret.

### **Propositions :\***

- Suppression de tous les dispositifs de surveillance administrative communautaire.
- Encadrement judiciaire strict des procédures de dissolution.
- Fin du contrat d'engagement républicain en l'état et refonte en une charte neutre.

## **8. Dialogue interreligieux et cohésion nationale : restaurer la confiance**

### **Constat :**

Les tentatives de dialogue sont souvent instrumentalisées ou menées sans représentation authentique des musulmans.

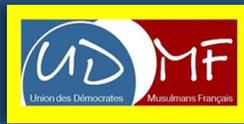
### **Propositions :**

- Soutien aux initiatives interreligieuses de terrain, portées par la société civile.
- Création d'un Conseil pour la paix sociale avec des représentants des cultes, des ONG et des citoyens.
- Institutionnalisation d'une Journée nationale contre l'islamophobie.



## Conclusion :

Ce programme vise à rendre à la communauté musulmane sa pleine citoyenneté. Il ne s'agit pas de défendre une religion, mais de protéger une population ciblée, stigmatisée, et affaiblie dans ses droits fondamentaux. L'islamophobie n'est pas une opinion : c'est une politique. Et seule une autre politique, fondée sur l'égalité, la dignité et la justice, peut l'arrêter.



<https://parti-udmf.fr>

# Union des Démocrates Musulmans Français

**CONTRE LA MONTÉE DE  
L'EXTRÊME DROITE EN  
EUROPE**

**NOUS AVONS UN RÔLE À JOUER**

